

L'échec général des économies de rente

Introduction : qu'est ce qu'une économie de rente ?

1 Echanges mondiaux : la part minoritaire des produits de rente

2 Le problème des termes de l'échange

3 Rente, corruption et gabegie

Introduction : qu'est ce qu'une économie de rente ?

On appelle économies de rente des économies basées sur l'exportation de produits dont le coût d'extraction ou de production est de façon quasi permanente inférieur aux prix de vente.

Il s'agit pour l'essentiel des produits agricoles bruts, des minerais et des combustibles.

Les économies bénéficient donc d'une richesse issue du sous sol ou de la nature.

Mais contrairement à ce que l'on pourrait penser, cette richesse n'a jamais permis aux pays de connaître un développement économique et social durable.

Le cas des pays pétroliers d'Arabie et du golfe persique doit être mis à part : ils bénéficient (pour le moment) de deux atouts : la détention d'un produit stratégique (le pétrole) et une population relativement peu nombreuse.

Mais tous les pays pétroliers qui ont une population nombreuse ont échoué dans leur développement, même (ou à cause) en détenant du pétrole (Nigéria, Iran, Irak, Angola, Mexique, Venezuela...).

Le constat est le même pour les pays non pétroliers exportateurs de matières premières agricoles ou minières : leur richesse les a rendus pauvres.

Ce constat, l'agronome et écologiste René Dumont (1904-2001) le faisait dès 1962 dans « L'Afrique noire est mal partie ».

Nous pouvons également nous rappeler qu'en 1962, le revenu par habitant de la Côte d'Ivoire était supérieur à celui de la Corée du sud.

En 2018, le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat de la Corée du sud est exactement 10 fois plus élevé que celui de la Côte d'Ivoire, pourtant riche en café (5^o exportateur mondial), en cacao (1^o exportateur mondial), en bois....

Ces constats marquent donc bien l'échec des économies de rente et nous en verrons les trois raisons majeures.

1 Echanges mondiaux : la part minoritaire des produits de rente.

La 1^o des raisons est que ces produits de rente ne permettent que peu aux pays rentiers de s'insérer dans les échanges mondiaux, car la part des produits agricoles et miniers est relativement faible.

Ce qui s'échange dans le monde, ce sont les produits manufacturés et, de plus en plus, les services.

Les produits de rente sont parfois indispensables (pétrole, métaux rares) mais dans des quantités et à des prix relativement faibles.

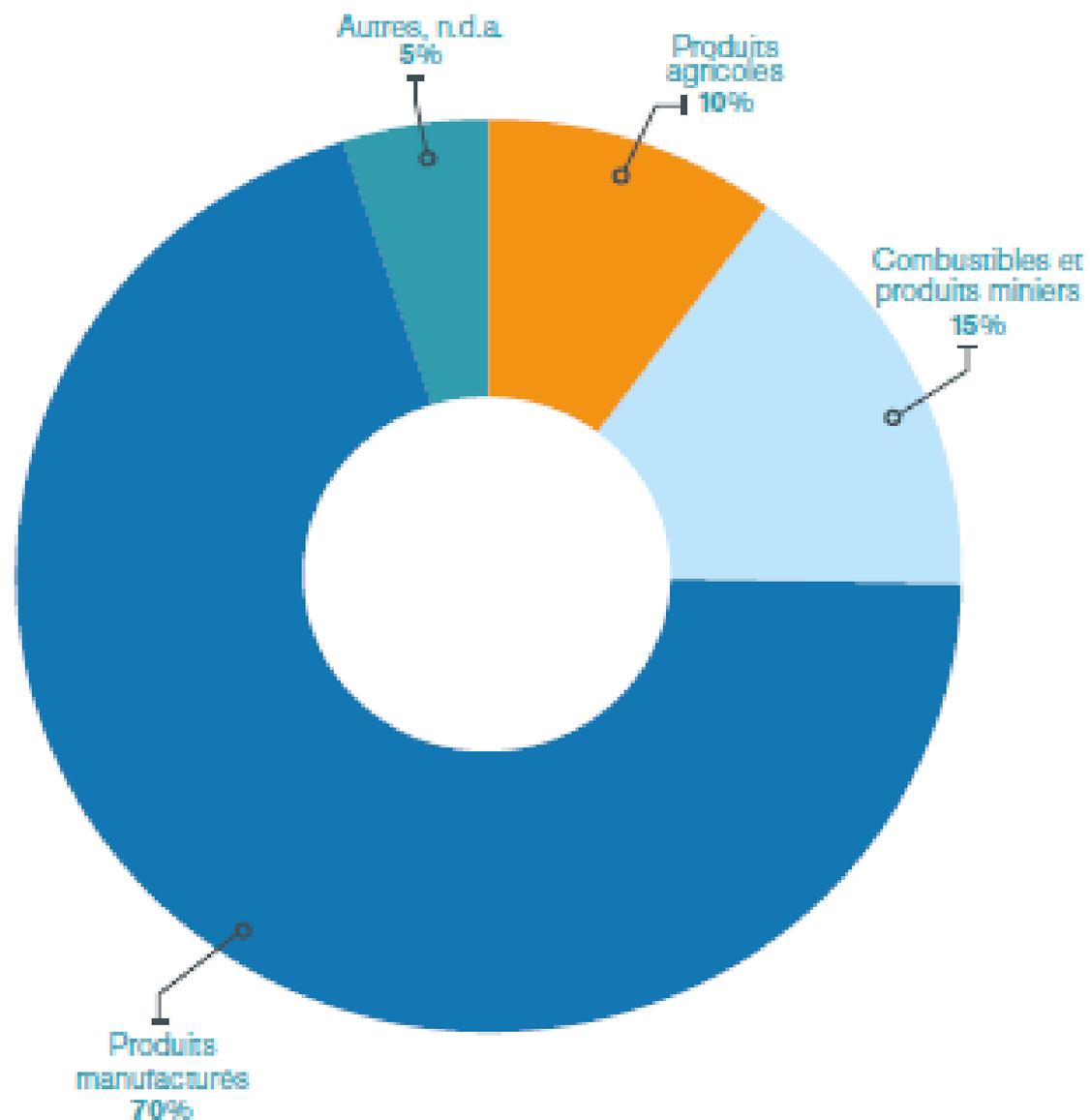
Les combustibles, produits miniers et produits agricoles ne représentent que 25% du total des exportations mondiales, et ce constat n'est guère nouveau.

Le marché est donc assez étroit, et les concurrents sont nombreux, d'autant plus que les produits de la rente ne sont que rarement transformés sur le sol des pays producteurs.

Ils perdent donc une part essentielle de la valeur ajoutée potentielle de leurs richesses.

Exportations de marchandises par groupe de produits, 2017

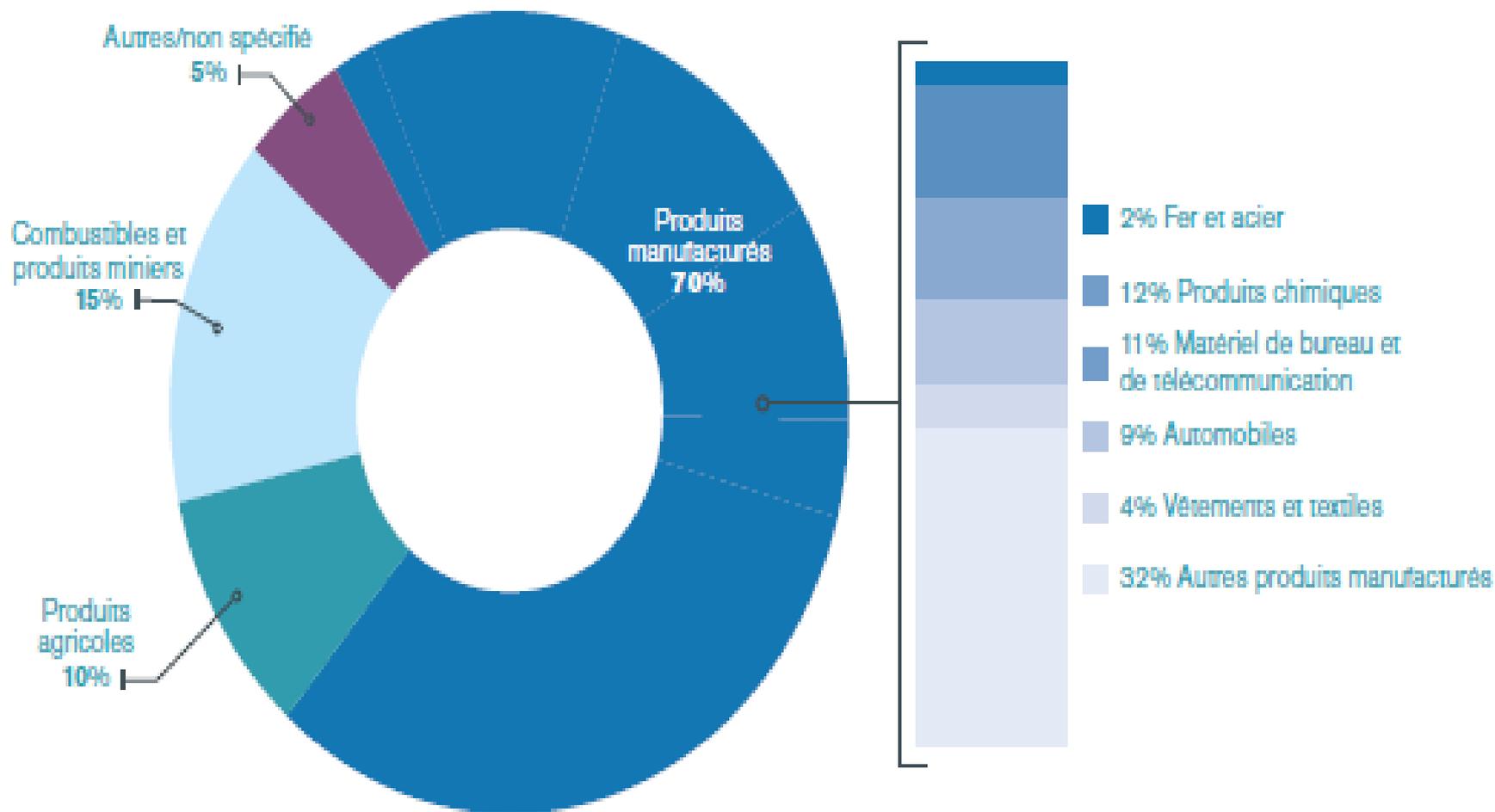
(Part en %)



Source: Estimations de l'OMC.

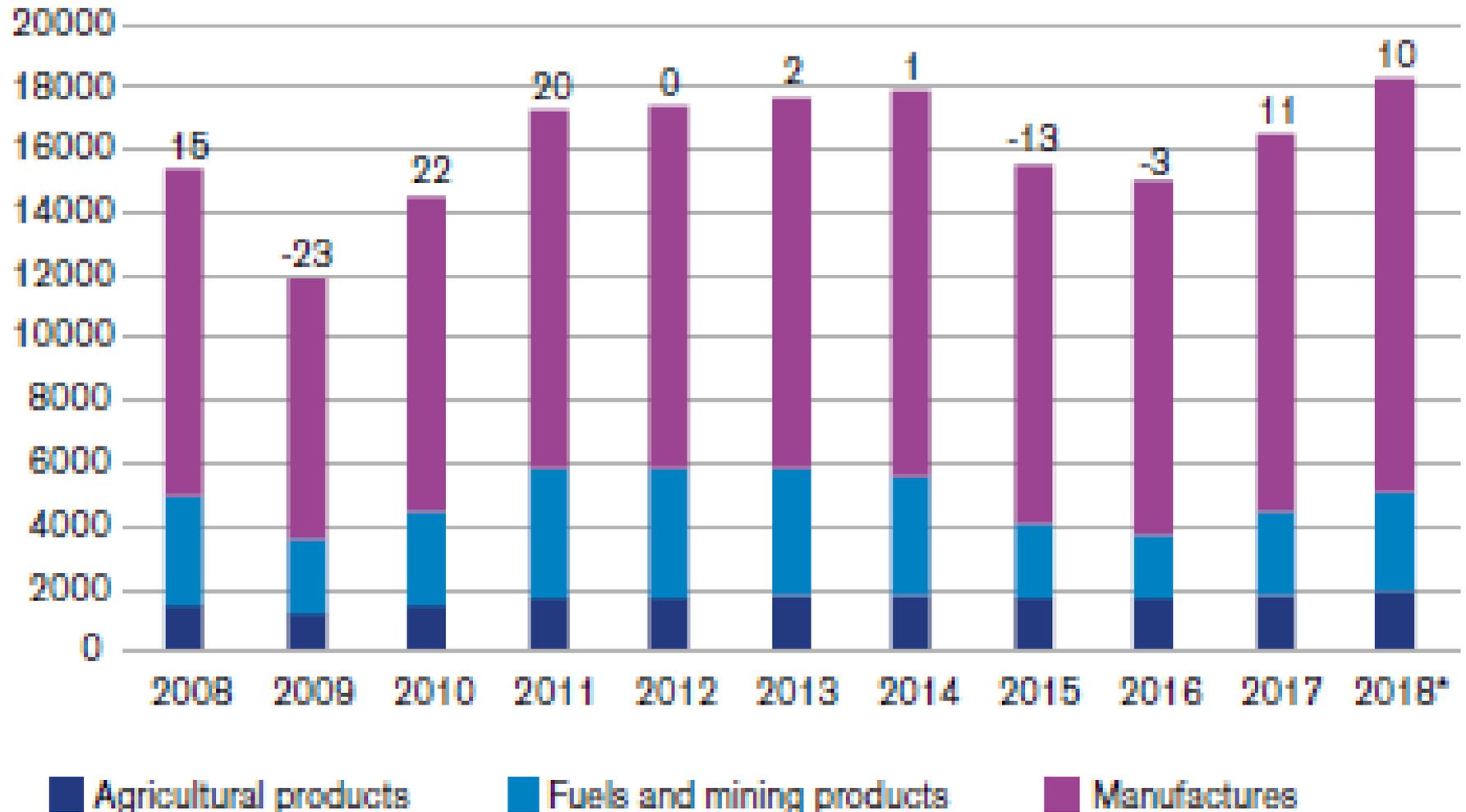
Exportations mondiales de marchandises par grande catégorie de produits, 2017

(Part en %)



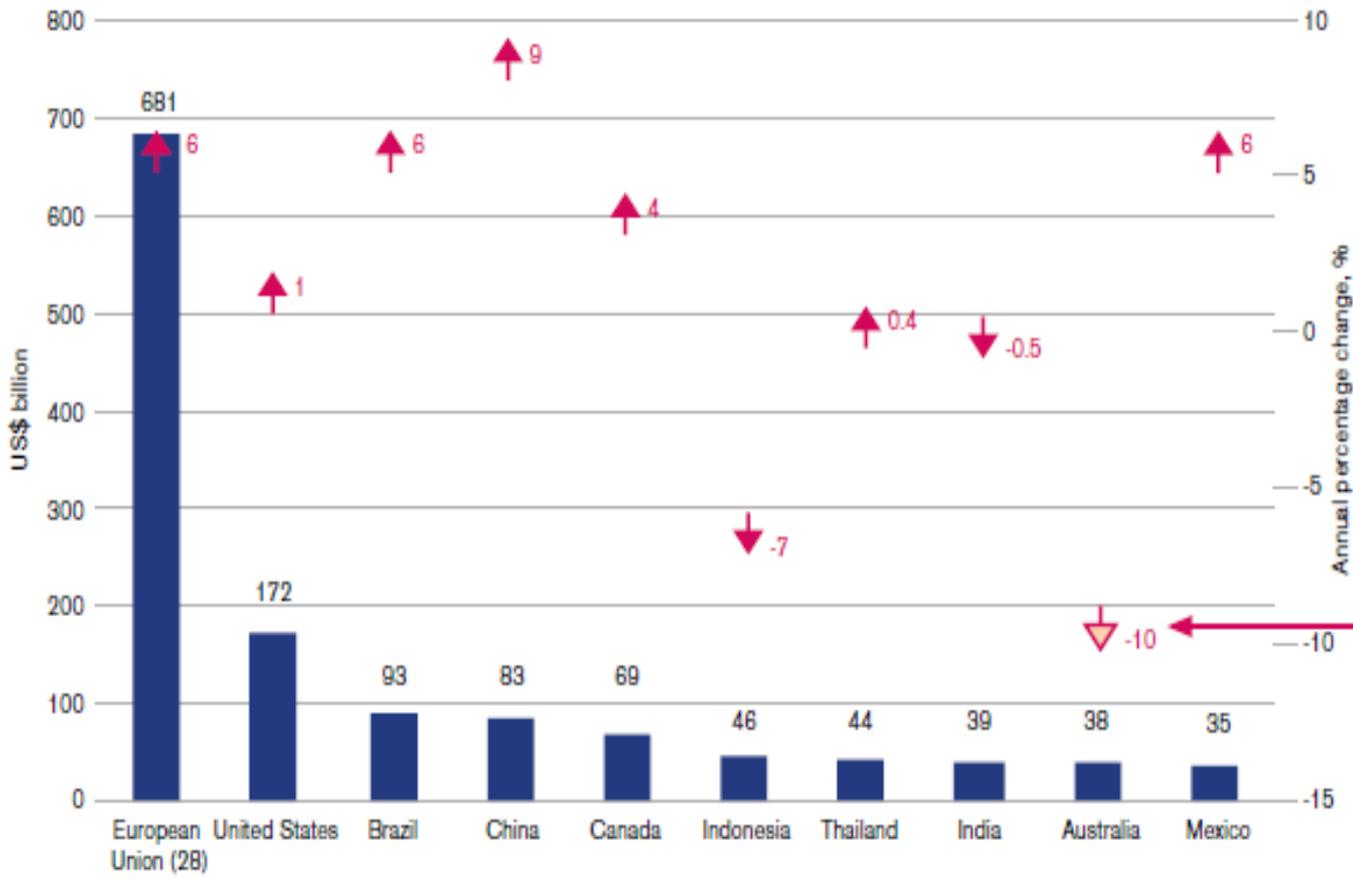
Source: Estimations de l'OMC.

Ce constat n'est absolument pas nouveau. Dès le début des échanges internationaux, au cours du XIX^e siècle, ce sont les produits manufacturés qui ont dominé. Les produits de base n'étaient perçus que comme des compléments.



Nous remarquons d'ailleurs que les pays qui se sont « spécialisés » dans l'exportation agricole sont largement distancés par les pays qui transforment les produits agricoles (et qui revendent ces produits transformés aux pays exportateurs de produits bruts).

Top ten exporters of agricultural products, 2018
(US\$ billion and annual percentage change)

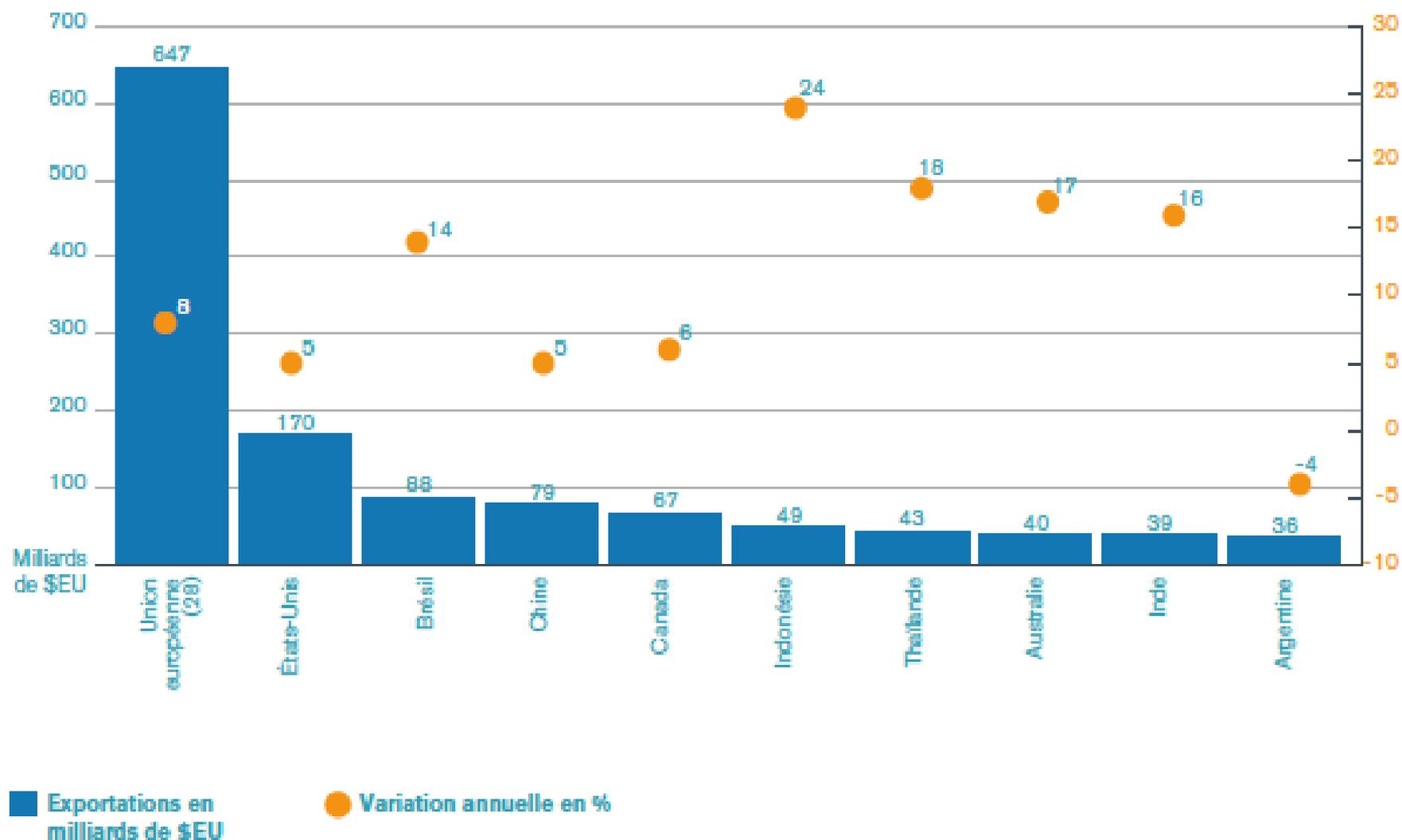


-10%
Decline in Australian exports of agricultural products in 2018.

Graphique 4.2

Les dix principaux exportateurs de produits agricoles, 2017

(Milliards de \$EU et variation annuelle en %)



Source: Estimations de l'OMC.

La rente pousse donc les pays à se contenter de l'extraction et la production des produits bruts.

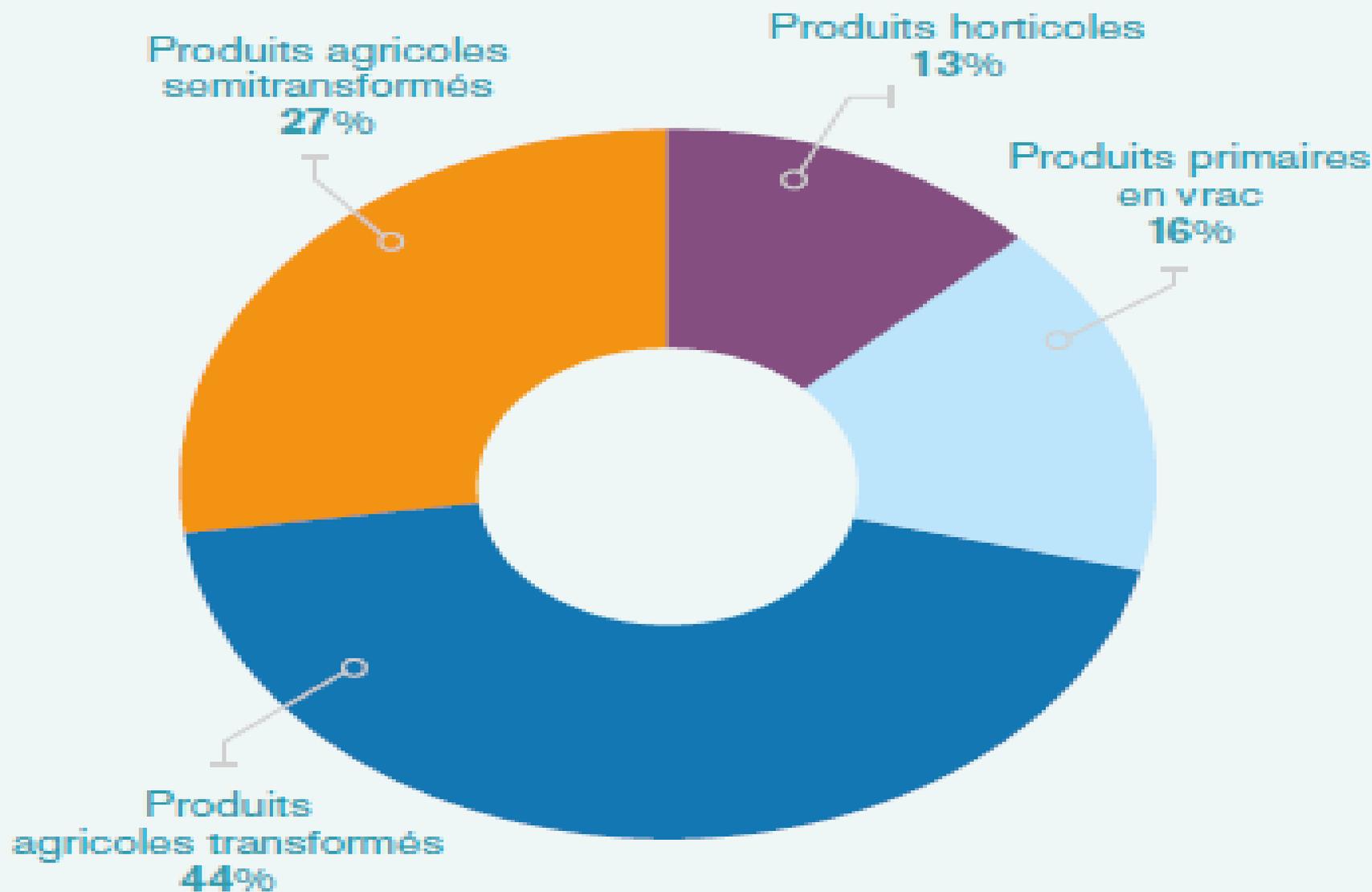
Or ces produits bruts ne sont véritablement intéressants qu'à partir du moment où ils sont transformés ou raffinés. Et ceci ne se fait donc pas dans les pays producteurs.

Les conséquences sont multiples :

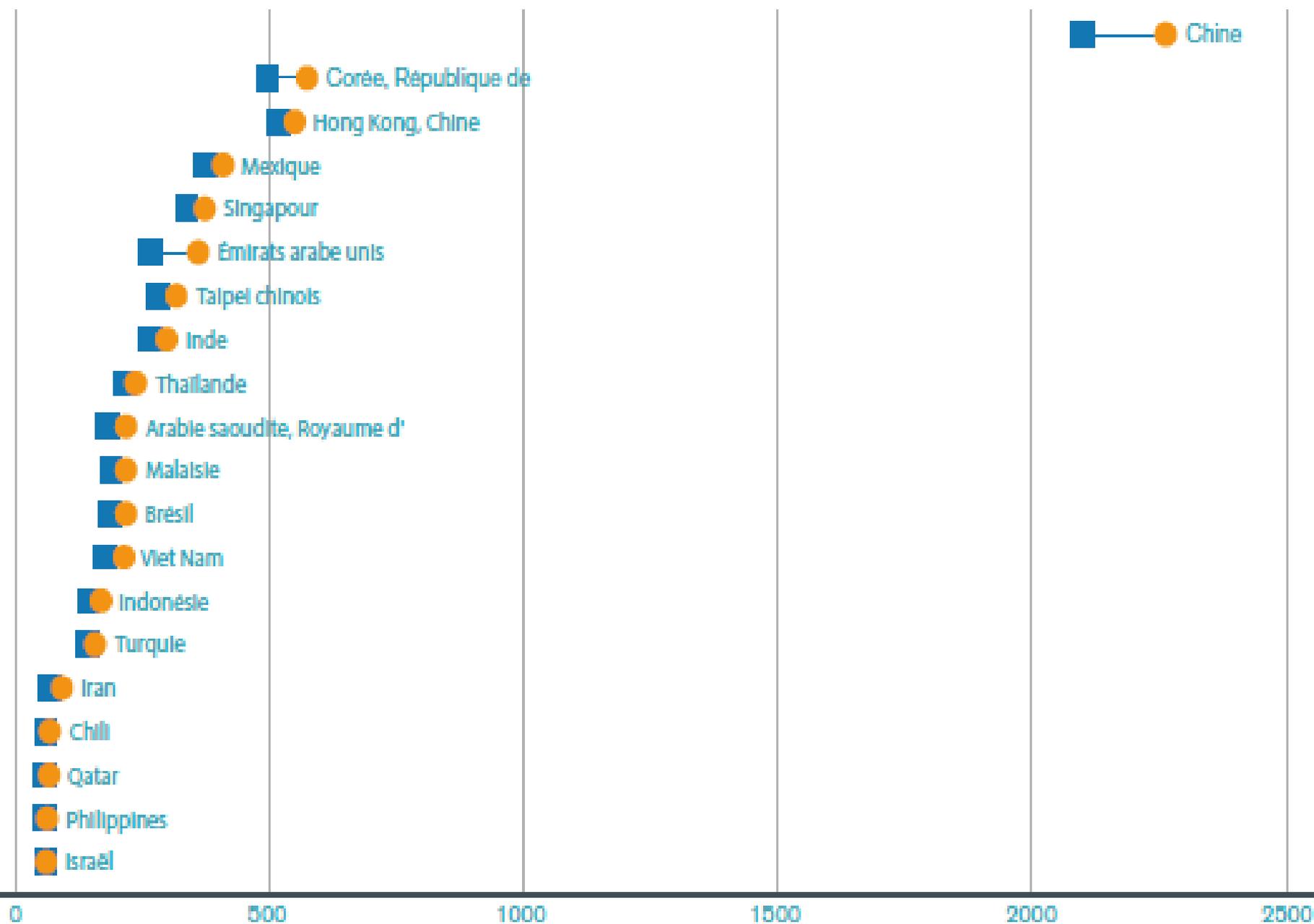
- pas de développement d'une économie industrielle nationale de transformation (avec les emplois, les qualifications et les revenus qui vont avec)
- dépendance envers l'importation des produits transformés (le Venezuela, qui a les premières réserves pétrolières mondiales est incapable par exemple d'acheter de l'essence)
- faible part dans les échanges internationaux, donc faible capacité de peser sur les décisions commerciales internationales
- pertes de revenus qui ne permettent pas le développement économique et social

Exportations mondiales de produits agricoles¹, 2016

(Part en %)

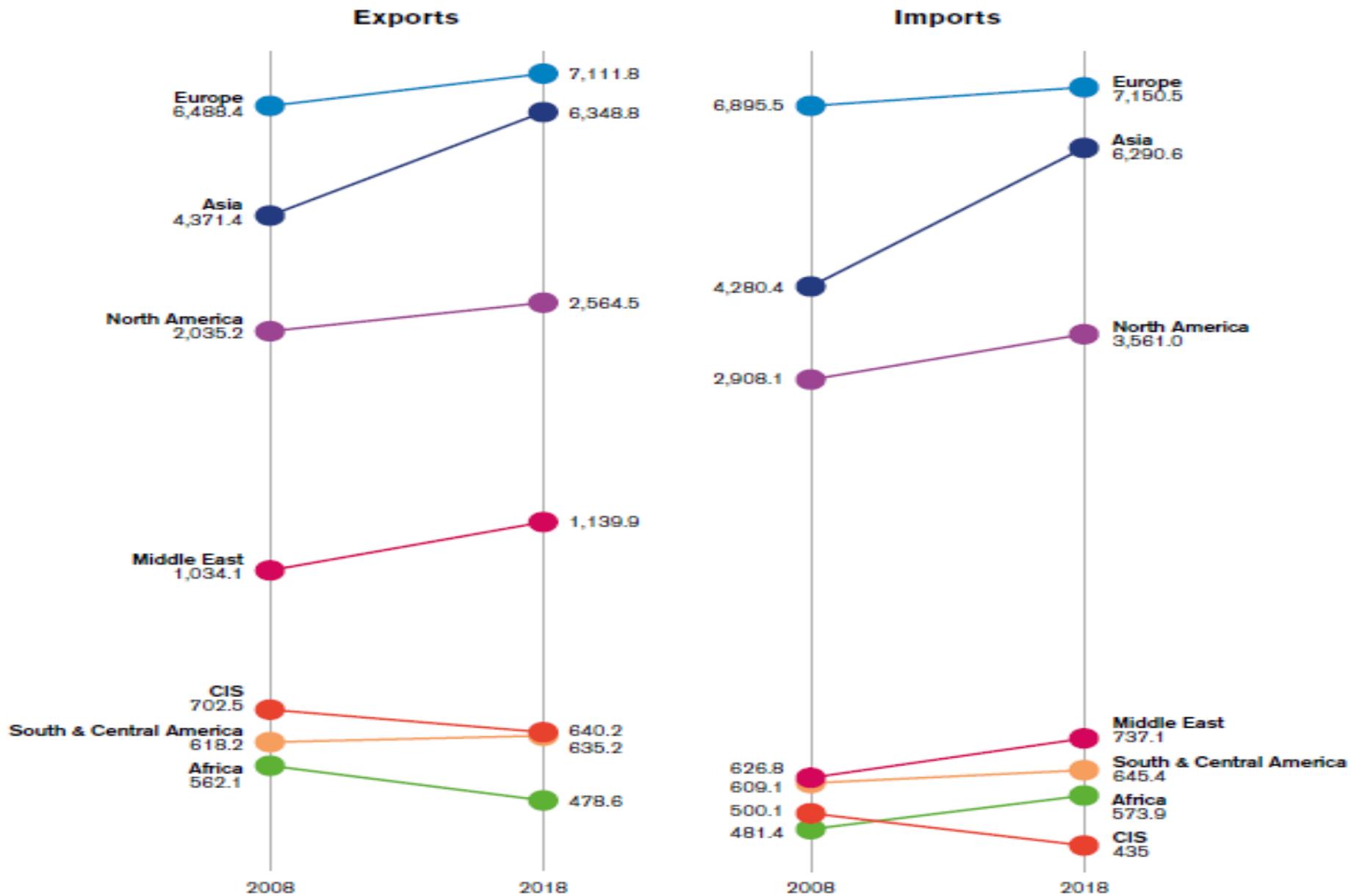


Principales économies en développement exportatrices



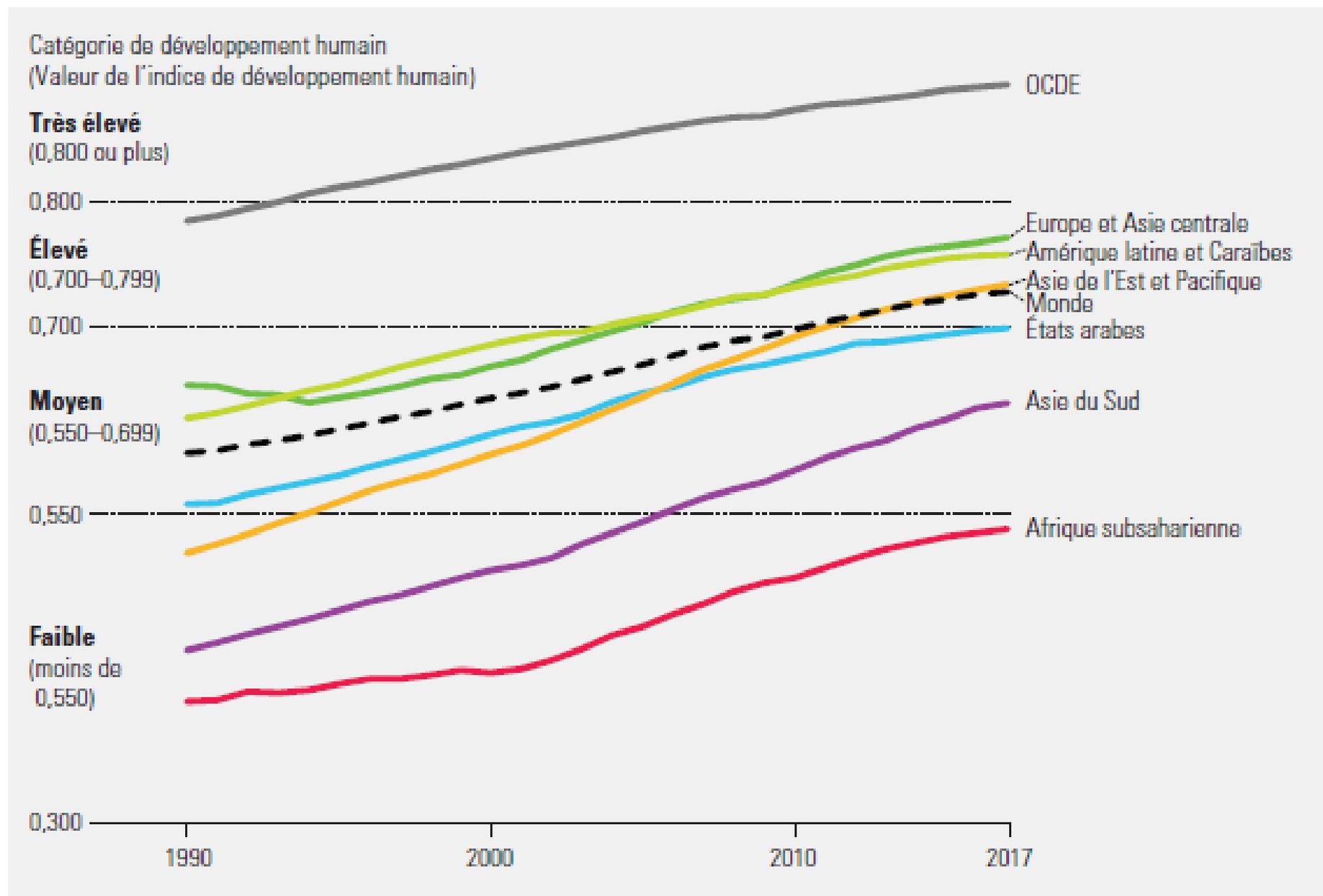
Exports and imports of total merchandise trade by region, 2008-2018

(US\$ billion)



Source: WTO calculations based on WTO-UNCTAD estimates.

Valeurs de l'indice de développement humain par groupe de pays, 1990-2017



Source : Bureau du Rapport sur le développement humain.

2 Le problème des termes de l'échange.

On croit souvent que le problème des économies de rente vient du faible prix auquel ils exportent leurs produits.

Mais ce n'est pas le problème essentiel. Il faut surtout tenir compte de la comparaison entre le prix des produits qu'ils exportent et le prix des produits qu'ils importent.

C'est ce que l'on appelle les termes de l'échange : mise en rapport de l'indice des prix des produits exportés et de l'indice des prix des produits importés. Les termes de l'échange s'expriment en général eux aussi sous forme d'indices.

Quand les prix à l'exportation augmentent moins vite que les prix à l'importation (ou diminuent plus vite), il y a détérioration des termes de l'échange.

Le pays exportateur est obligé d'exporter plus pour importer autant, ou alors d'importer moins s'il exporte autant. Il s'appauvrit donc.

A l'inverse, si les prix à l'exportation augmentent plus vite que les prix à l'importation (ou diminuent moins vite), il y a amélioration des termes de l'échange.

Le pays exportateur peut importer plus s'il exporte autant ou exporter moins s'il importe autant. Il gagne donc à l'échange.

Quand il y a une succession de phases d'amélioration et de détérioration on parle de fluctuation des termes de l'échange.

Cette fluctuation n'est guère favorable à l'économie des pays exportateurs puisqu'elle les empêche de faire des calculs de long terme, donc d'investir.

On va se rendre compte que sur le long terme, il y a peu de chances que les termes de l'échange des produits de base s'améliorent, donc enrichissent durablement les pays.

Ce n'est pas simplement une question de pillage, c'est principalement une question d'utilité différente des deux types de produits (manufacturiers et de base).

Dans les pays riches, la demande en biens primaires (agriculture) tend à diminuer au profit des biens secondaires (industrie et services). Le prix des biens primaires est donc orienté à la baisse, d'autant plus que si les prix augmentent, alors la demande diminue.

Dans les pays pauvres, on développe le secteur exportateur : il y alors risque de surproduction qui fait baisser les prix. Mais la population essaie d'acheter des produits manufacturés en provenance des pays riches. Les prix de ces produits aurait donc tendance à augmenter.

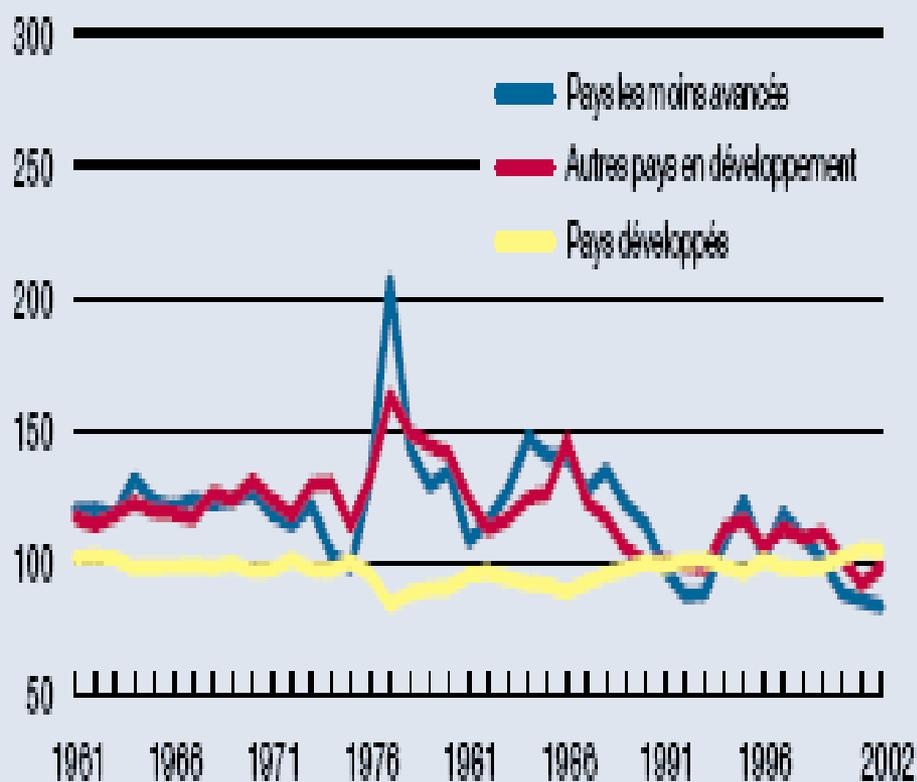
De même, quand les termes de l'échange progressent, les pays exportateurs sont tentés d'en profiter et donc de produire plus, ce qui finit par faire baisser le prix d'exportation des produits.

Et quand les prix sont orientés à la baisse, les pays exportateurs essaient également de produire plus pour récupérer quantitativement ce qu'ils ont perdu en prix unitaire.

La probabilité pour que durablement les termes de l'échange leur soient profitables est donc faible.

Termes de l'échange des produits agricoles: rapport entre les valeurs unitaires des exportations et les valeurs unitaires des importations

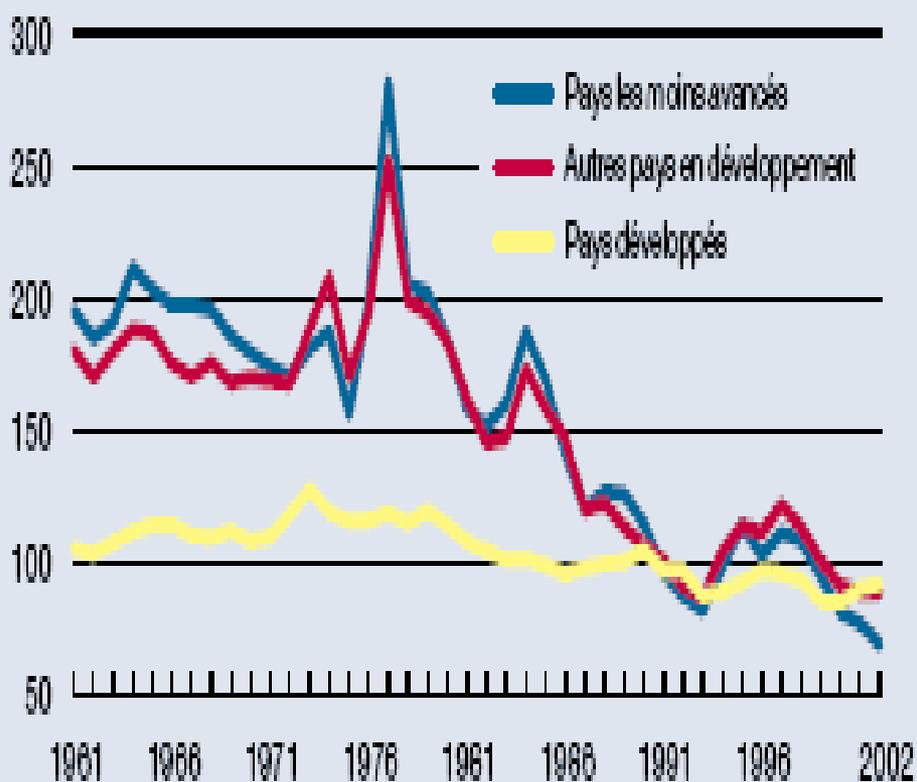
Indice (1990-1991 = 100)



Source: FAO

Termes de l'échange des produits agricoles par rapport aux des produits manufacturés: rapports selon un indice de référence entre les valeurs unitaires des exportations agricoles et des exportations de produits manufacturés des pays développés

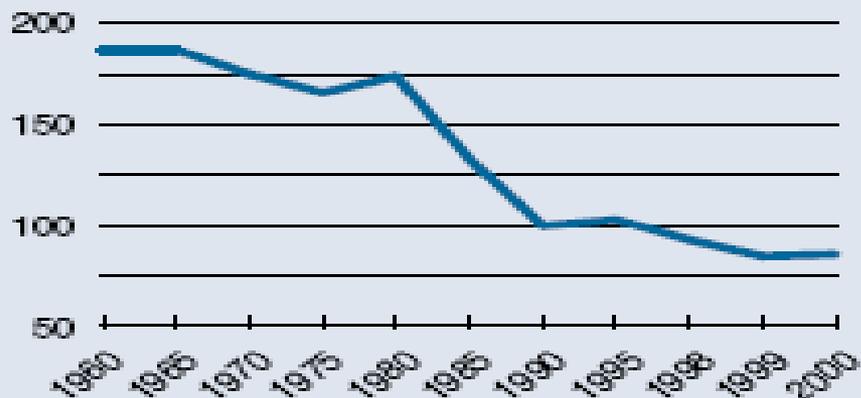
Indice (1990-1991 = 100)



Source: FAO

Baisse des termes de l'échange des produits agricoles africains, 1960-2000

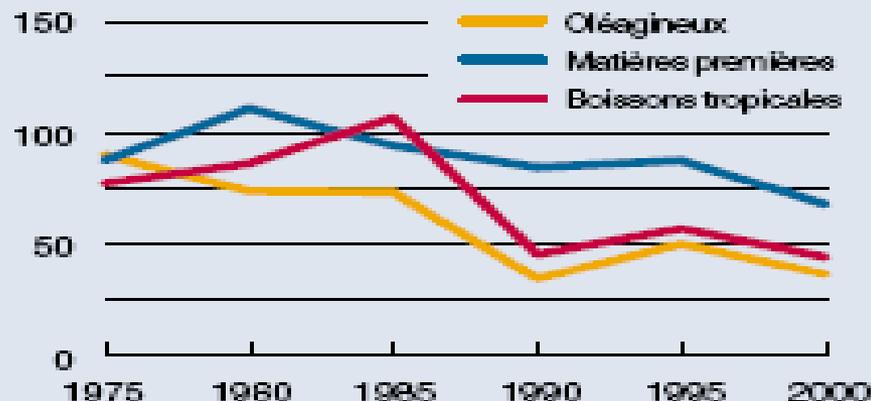
Indice (1990 = 100)



Source: CNUCED

Termes de l'échange par groupe de produits de base, 1975-2000

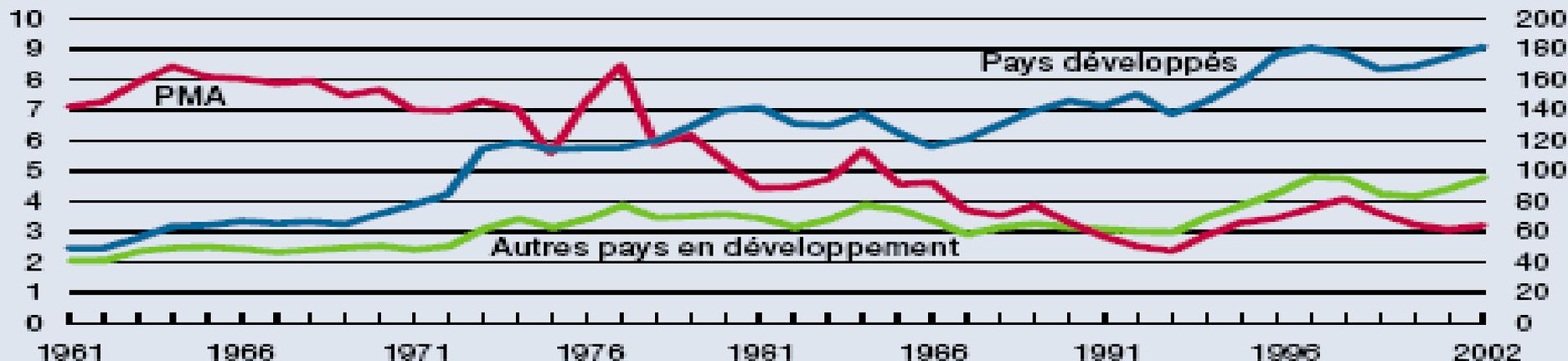
Indice (1990 = 100)



Source: CNUCED

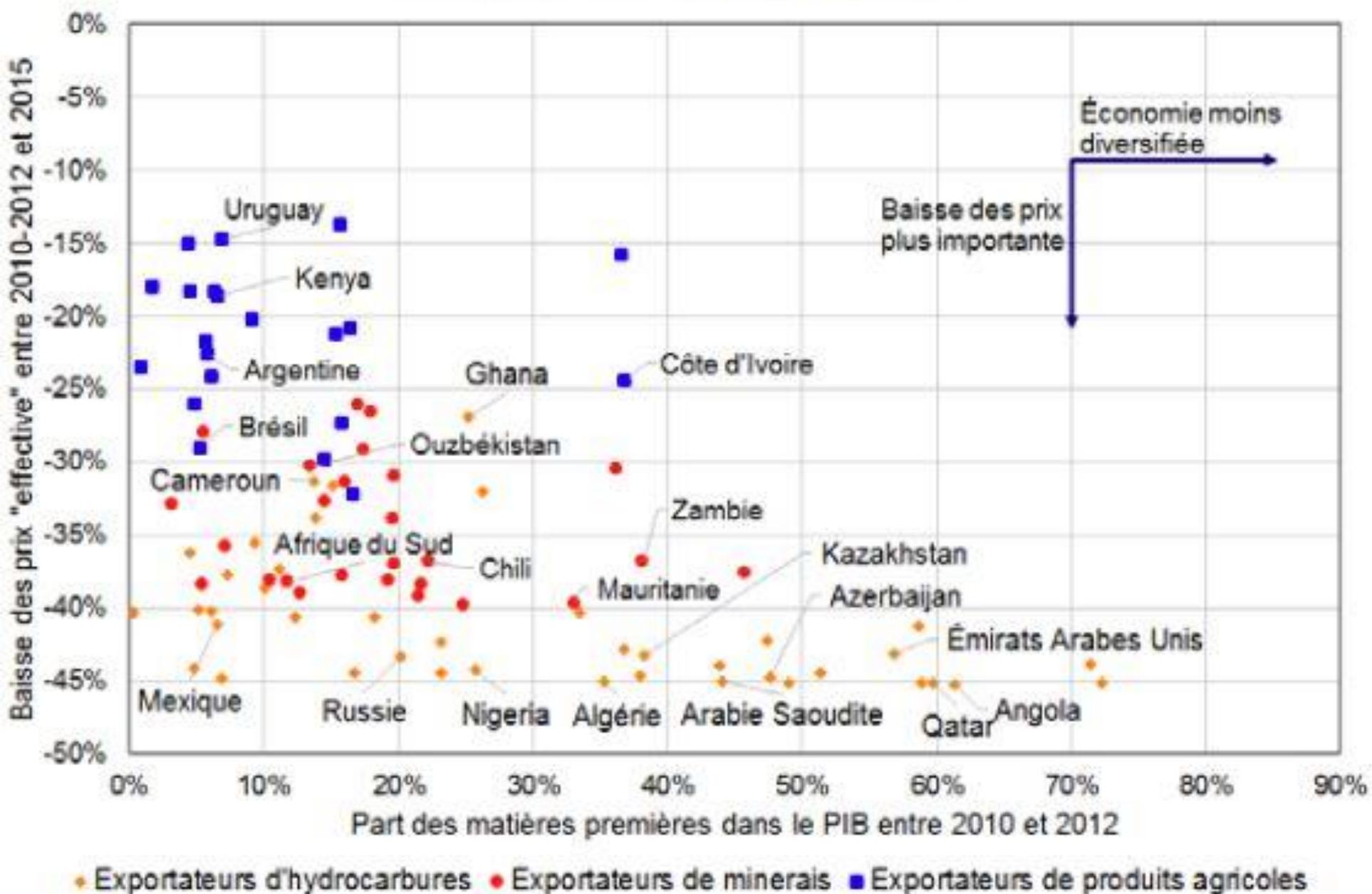
Termes de l'échange des revenus agricoles

Pays les moins avancés (milliards de dollars EU)



Source: FAO

Les pays exportateurs d'hydrocarbures ont connu une baisse de prix plus importante et sont globalement moins diversifiés



3 Rente, corruption et gabegie

En admettant même que les termes de l'échange s'améliorent, cela ne permettra pas aux pays exportateurs de se développer.

Car l'argent de la rente sera capté et dilapidé.

La rente produit en effet en même temps une « élite » propriétaire, souvent une « élite » d'Etat qui vit directement de cette rente.

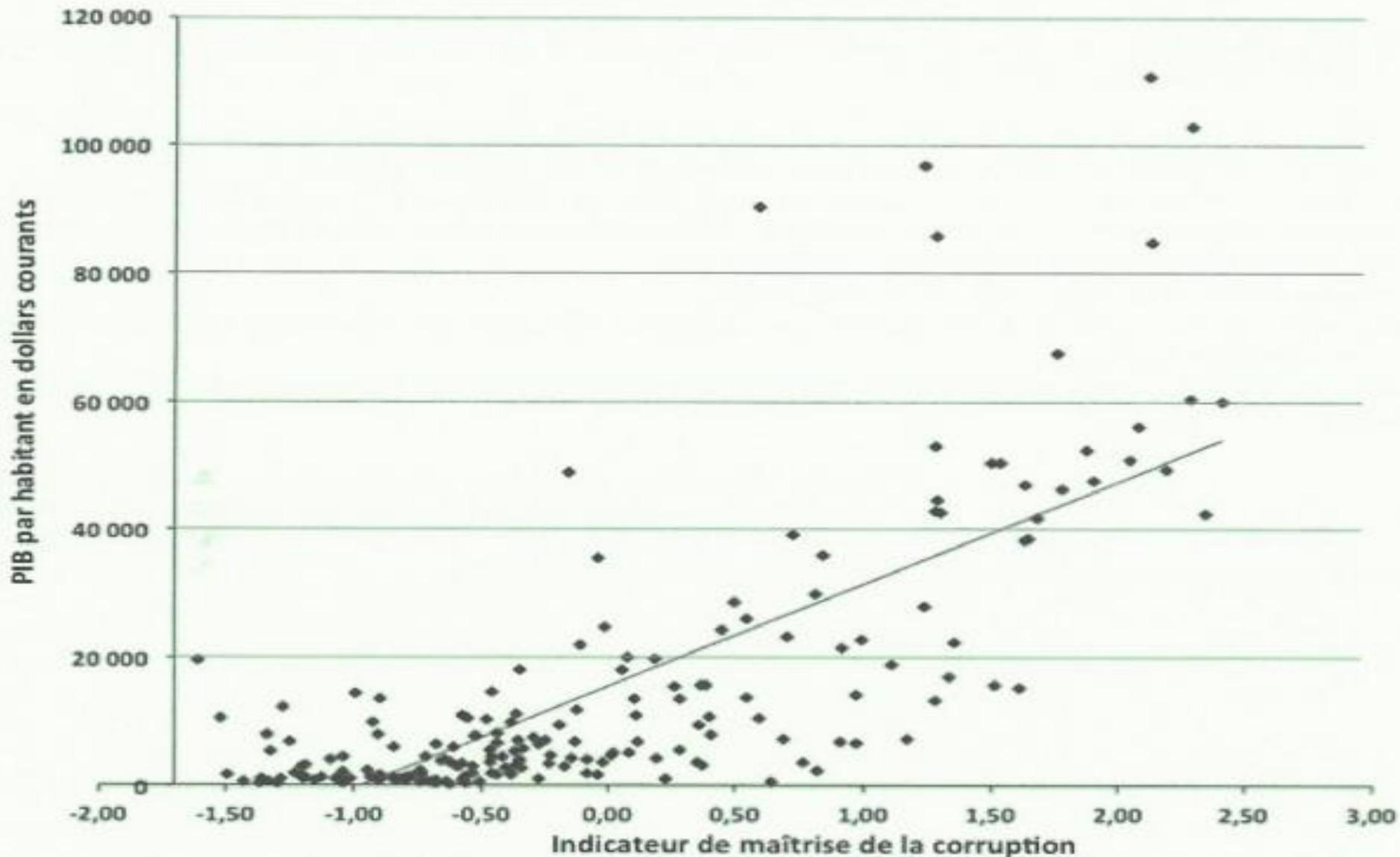
Cette élite assure à la fois l'exportation du produit de rente et l'importation des produits manufacturiers et vivriers nécessaires.

Il serait donc très curieux que cette « élite » renonce à ce qui fait précisément sa puissance.

Elle rencontre en ce sens la complicité des firmes multinationales qui sont elles aussi au cœur du dispositif, et la complicité des pays occidentaux soucieux de préserver leurs accès à ces produits dont ils ne disposent pas.

La corruption n'est donc pas accidentelle, elle est institutionnelle.

PIB par habitant et maîtrise de la corruption en 2013



Source : Banque mondiale, 2015.

Notes

• Chaque point représente un pays.

• L'indicateur de maîtrise de la corruption mesure la capacité d'un pays à contrôler la corruption des pouvoirs publics. Sur une échelle de

De même, l'argent de la rente est un argent facile : il nécessite peu d'investissements, peu de qualifications du personnel et peu de progrès technique.

Cet argent de la rente ne sert donc presque jamais à améliorer le tissu productif du pays et sa diversification, ainsi que l'état éducatif et sanitaire de la population.

La rente enferme donc le pays dans une spirale productive négative : l'argent de la rente sert à développer l'économie de la rente et tous ses aspects négatifs.

Les forces vives, celles qui veulent profiter d'un autre modèle de développement basé sur le savoir sont alors obligées de s'expatrier pour faire valoir leurs compétences.

Ceci amplifie encore le caractère rentier de l'économie des pays qui reste soumis à la monoproduction. Et comme pendant ce temps la population augmente, le niveau de vie moyen stagne, pour ne pas dire plus.

La conjugaison des trois phénomènes explique donc pourquoi les économies de rente ne se développent pas, ou se développent mal (le mal développement).

La seule véritable solution consiste dans la diversification : ne conserver que la partie rentière la plus productive et concentrer les investissements productifs sur d'autres productions, productions manufacturières en particulier, comme tente de le faire l'Ethiopie depuis quelques temps.

Mais il est bien difficile de renoncer à quelque chose d'aussi facile que la rente, et il faut beaucoup de courage politique pour y parvenir.

Il faut également que les populations acceptent elles mêmes de renoncer en partie à cette richesse, même si elle ne leur profite guère.

Ce renoncement n'est pas simple pour des populations pauvres qui pensent (certes à tort) que cette rente est justement leur seule source de richesse.